



STELLANTIS CTCY

Lundi 11 mars 2024

Ce n'est pas à nous de payer pour les profits des milliardaires !

152 milliards d'euros : voilà les bénéfices nets qu'ont cumulés les plus grandes entreprises françaises, celles du CAC 40, en 2023. Autant de richesses créées par des travailleurs et travailleuses qui voient pourtant leurs salaires stagner pendant que le coût de la vie continue de s'aggraver jour après jour.

Pendant ce temps, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, se demande comment économiser 10 milliards d'euros en 2024 et 20 milliards en 2025... En prenant cet argent dans nos poches, par des suppressions d'emplois dans la santé ou dans l'éducation et par des coupes de budget dans les services publics. Les classes populaires pâtissent, tandis que les riches mettront leurs enfants dans les écoles privées et leurs parents dans des cliniques de luxe : on connaît la chanson !

De l'argent il y en a !

Ce ne sont ni les patrons, ni les ministres qui vont se serrer la ceinture. Ni l'armée non plus : quand il s'agit d'abreuver d'argent les marchands d'armes et d'aller défendre les intérêts des grandes entreprises françaises dans le monde, le gouvernement est très dépensier ! En 2023, le service national universel (SNU), ce stage encadré par des militaires auquel le gouvernement voudrait à terme envoyer toute la jeunesse, a bénéficié d'un budget de 140 millions d'euros. De l'argent dépensé pour prêcher aux jeunes l'obéissance aux ordres et leur bourrer le crâne de propagande nationaliste... Qui serait bien plus utile pour rénover les bâtiments scolaires et embaucher dans l'éducation.

C'est ce que revendiquent les salariés qui luttent depuis le mois de février, et sont pour beaucoup en grève depuis la rentrée des vacances d'hiver, dans les écoles, collèges et lycées de plusieurs départements de France, notamment en Seine-Saint-Denis (93) : des embauches de professeurs, de surveillants, d'infirmières scolaires... Mais aussi l'abandon de la réforme du collège. Une réforme qui voudrait trier les enfants dès l'entrée en sixième pour les assigner à des « groupes de niveau », qui relèguent inévitablement les élèves des établissements défavorisés dans le groupe des « faibles ». Les parents d'élèves, qui ne s'en laissent pas conter, participent à cette mobilisation, manifestent aux côtés des enseignants. Des lycéens et lycéennes aussi ont rejoint le mouvement pour défendre leur avenir. C'est tous ensemble que nous pouvons gagner contre ce gouvernement qui fait la guerre à la population laborieuse !

Une seule solution : la mobilisation !

Ce mardi 19 mars, les syndicats de la fonction publique appellent à la grève pour l'augmentation des salaires. Une journée seule ne suffira évidemment pas à faire céder le gouvernement, et il n'y a aucune raison de séparer les travailleurs et travailleuses du public et du privé. Nous subissons tous le même sort : des salaires qui ne suffisent plus à vivre face à la cherté de la vie.

Le 8 mars, la CGT faisait état de nombreuses grèves : les femmes de ménage d'Elior-Derichbourg à Grenoble, les plateformes téléphoniques, la SNCF, le personnel de l'Arc de Triomphe et les magasins Leroy Merlin à Paris, des Ehpad dans le Val-d'Oise ou en Isère...

Dans l'éducation, certains employés discutent de poursuivre la grève le lendemain du 19 mars, afin que la mobilisation se coordonne à l'échelle nationale et pas seulement département par département.

Cette journée de grève du 19 mars doit être un succès. La colère qui s'exprimera dépasse largement le seul secteur public. Elle est notre colère à tous : sur les salaires, les conditions de travail, la dégradation des services publics et les attaques contre les chômeurs sous prétexte de réduction budgétaires. Alors emparons-nous partout de cette journée de grève et de manifestations. C'est tous et toutes ensemble qu'il faudra nous retrouver contre le gouvernement et les capitalistes !

Pas de sauveur suprême, même chez Stellantis

Suite à l'annonce du montant du salaire de Tavares et de la polémique qui en a découlé – à très juste titre – la direction et certains médias ont volé à son secours : qu'aurions-nous fait sans ce demi-dieu qui aurait sauvé PSA de la faillite et fait de Stellantis une société aussi rentable qu'une startup dans le vent ? C'est vrai que, bien entendu, tout cela ne serait à mettre à l'actif que d'un seul et pas des 249 999 autres !

Passons, ou pas, sur l'épisode de la faillite qui est une véritable argutie pour nous faire avaler des couleuvres, la vérité c'est que les commanditaires de Tavares, les familles Agnelli et Peugeot le récompensent ainsi grassement pour supprimer des emplois et fermer des usines. Pas de quoi le porter au Panthéon !

Borny to be alive

Sur l'usine de Borny à Metz, les collègues ont appris l'arrêt de la production de la boîte de vitesses MLGU. Cela fait suite à l'annonce de l'arrêt d'une autre boîte, la MA, pour la fin de cette année. Concrètement ce sont 230 postes d'ouvriers qui seront supprimés en 2024. Et pour ceux qui restent c'est la pression aux mutations forcées pour partir dans les JV. Tavares veut accélérer la restructuration de l'appareil de production avec la baisse annoncée des volumes des véhicules thermiques. Quelle que soit la raison invoquée, baisse de volume ou changement de production, aucun salarié ne doit rester sur le carreau. On peut largement partager le travail en baissant les cadences mais pour cela il faudra obliger les patrons à prendre sur ses profits.

SAIP : une prime inégalitaire et arbitraire

La direction de Stellantis vient d'annoncer les modalités de calcul du SAIP 2024. Encore une fois c'est l'arbitraire le plus total : les salariés cadres et ETAM éligibles de certaines directions toucheront 150 % de surperformance, quand d'autres se contenteront de 24 %. Le plus scandaleux restant les ouvriers et les ETAM non éligibles, qui eux ne toucheront rien du tout.

Toutes ces primes avec leurs conditions d'obtention servent surtout à nous diviser et à nous pousser à faire toujours plus. Ce qu'il nous faut c'est plus de salaires, pour tous !

La menace c'est Tavares et le système capitaliste !

À l'usine de Fiat Mirafiori-Turin, une étude industrielle veut savoir comment ce site, qui resterait Stellantis, pourrait produire 150 000 véhicules électriques par an du groupe chinois Leap Motor à partir de 2026.

Pour obtenir plus de subventions d'argent public et pour justifier le blocage des salaires, Tavares n'arrête

pas d'agiter la menace de l'invasion supposée des voitures chinoises sur le marché européen. En réalité il est très content de faire encore plus d'argent en s'alliant avec des millionnaires chinois, en mutualisant la technologie de l'électricité et des plateformes notamment.

Que les voitures soient chinoises, allemandes, italiennes, françaises ou d'un autre pays, pour les travailleurs qui les fabriquent, peu importe : le danger n'est pas la nationalité des logos qu'on rajoute sur les véhicules, mais les vastes plans d'attaque contre nous, nos salaires et nos emplois que ces alliances occasionnent !

Contre l'Europe forteresse, à bas les frontières : meeting du NPA samedi 23/03 !

Le samedi 23 mars, à l'initiative de l'organisation révolutionnaire italienne Lotta Comunista et du NPA et son journal « Révolutionnaires », aura lieu un meeting internationaliste sous le signe de l'unité de classe contre la politique migratoire de « l'Europe forteresse ». Nous y dénoncerons la politique raciste des principales puissances européennes et de l'UE et lui opposerons une Europe des travailleurs et des travailleuses, sans patries ni frontières !

**RDV le samedi 23 mars
Théâtre de la République, 1 Bd Saint-Martin à Paris
A partir de 17h**

Macron au front

Après avoir évoqué l'envoi de troupes en Ukraine, Macron en rajoute. Lui qui ne voulait « pas humilier » le dictateur Poutine et qui le laissait réprimer les révoltes populaires en Biélorussie et au Kazakhstan joue maintenant au chef de guerre. C'est soi-disant pour aider le peuple ukrainien qu'il pourrait y envoyer des militaires. Au Mali, en Centrafrique ou en Afghanistan, on la connaît la fameuse « aide » militaire française !

Il y a certainement des manœuvres politiciennes et électoralistes derrière les déclarations de Macron. Mais surtout des calculs impérialistes, pour le compte des marchands d'armes et des capitalistes français qui veulent défendre leurs intérêts dans la région, quoi qu'il en coûte... aux classes populaires qui serviront de chair à canon.

Que Macron lance un coup de sonde ou prépare un vrai projet, cela ne change rien à la menace bien réelle de guerre qu'entretiennent les dirigeants de ce monde capitaliste. Notre réponse à ceux qui parlent de « réarmement démographique » et veulent relancer le service militaire : on ne crèvera pas pour le patronat et les politiciens à leur service !